



**N° Consultation : 2024/EFS-HFNO/331**

---

**Etablissement Français du Sang – Hauts-de-France - Normandie**

Parc Eurasanté  
20 Avenue Pierre Mauroy  
CS 40121  
59373 LOOS CEDEX

**PRESTATIONS DE TRANSPORT CONCERNANT LES  
PRODUITS SANGUINS LABILES, LES REACTIFS, LES  
ECHANTILLONS, LES MATERIELS ET LES CONSOMMABLES  
POUR LA REGION HAUTS-DE-FRANCE - NORMANDIE  
RELANCE LOT 2 : TOURNEES DE NUIT AU DEPART DE LILLE  
(VEHICULES THERMOSTATES)**

**Appel d'offres ouvert**

Article L.2124-2 du code de la commande publique  
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

---

## SOMMAIRE

<b>1. DEFINITIONS</b>	<b>5</b>
<b>3. OBJET DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>10</b>
<b>4. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>10</b>
<b>4.1. Procédure de passation</b>	<b>10</b>
<b>4.2. Allotissement</b>	<b>10</b>
<b>4.3. Forme du marché public</b>	<b>10</b>
<b>4.4. Estimation du marché public</b>	<b>11</b>
<b>4.5. Groupement de commandes</b>	<b>11</b>
<b>4.6. Durée du marché public</b>	<b>11</b>
<b>4.7. Langue d'exécution du marché public</b>	<b>11</b>
4.7.1. Principe	11
4.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	11
4.7.3. Défaut de recours à un interprète	11
<b>5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>11</b>
<b>6. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>12</b>
<b>6.1. Développement durable</b>	<b>12</b>
6.1.1. Obligations environnementales	12
6.1.2. Performance énergétique	13
<b>6.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande</b>	<b>13</b>
<b>6.3. Exécution des services</b>	<b>13</b>
<b>6.4. Vérification et admission</b>	<b>13</b>
<b>6.5. Pénalités</b>	<b>14</b>
6.5.1. Pénalités pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	15
6.5.2. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	15
6.5.3. Pénalités pour mauvaise exécution	16
<b>6.6. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique</b>	<b>16</b>
<b>7. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>16</b>
<b>7.1. Réunions de suivi</b>	<b>16</b>

<b>7.2. Relations entre les parties</b>	<b>17</b>
<b>7.3. Confidentialité</b>	<b>17</b>
7.3.1. Obligations du Titulaire	17
7.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	18
7.3.3. Audit est inspection	18
<b>8. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>19</b>
<b>8.1. Modifications relatives au Titulaire</b>	<b>19</b>
<b>8.2. Clause de réexamen</b>	<b>19</b>
<b>8.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles</b>	<b>20</b>
<b>8.4. Evolutions administratives</b>	<b>20</b>
<b>8.5. Evolutions technologiques</b>	<b>20</b>
<b>9. DEFAILLANCE DU TITULAIRE</b>	<b>20</b>
<b>10. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE</b>	<b>20</b>
<b>10.1. Contenu des prix</b>	<b>20</b>
<b>10.2. Forme et évolution des prix</b>	<b>21</b>
10.2.1. Part du prix relative au carburant	21
10.2.2. Part du prix relative aux salariés des agents de transport	21
<b>10.3. Avance</b>	<b>22</b>
<b>10.4. Modalités de facturation et de règlement</b>	<b>23</b>
10.4.1. Facturation	23
10.4.2. Dématérialisation des factures	23
10.4.3. Délai de paiement	24
10.4.4. Suspension du délai global de paiement	24
10.4.5. Intérêts moratoires	24
10.4.6. Nantissement et cession de créance	24
10.4.7. Renseignement d'ordre comptable	24
<b>11. RESPONSABILITE - ASSURANCES</b>	<b>25</b>
<b>12. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)</b>	<b>26</b>
<b>12.1. Résiliation pour motif d'intérêt général</b>	<b>26</b>
<b>12.2. Résiliation aux torts du Titulaire</b>	<b>26</b>

<b>12.3. Résiliation pour évènements liés au marché</b>	<b>27</b>
<b>12.4. Exécution aux frais et risques</b>	<b>27</b>
<b>13. CLAUSE DE PROGRES ET PLAN DE PROGRES</b>	<b>27</b>
<b>14. PARTENARIAT DU TITULAIRE ET DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE D'ASSURANCE QUALITE</b>	<b>29</b>
<b>15. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'ALERTE ET PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE (PCA)</b>	<b>29</b>
<b>16. LITIGES</b>	<b>29</b>
<b>17. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE</b>	<b>29</b>

## 1. DEFINITIONS

**AE** : Acte d'engagement ATTRI1

**CCAG FCS** : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

**CCTP** : Cahier des clauses techniques particulières

**CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières

**Comptable assignataire** :

- L'Agent Comptable secondaire de l'EFS HFNO

**EFS** : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

**ETS** : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

**Marché public** : Accord-cadre

**Pouvoir adjudicateur** :

- L'Etablissement français du sang (EFS) : l'Etablissement de transfusion sanguine – Hauts-de-France – Normandie

**Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)** :

- Pour l'Etablissement de transfusion sanguine – Hauts-de-France - Normandie, la Directrice de l'ETS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

**Services** : Prestations de transports

**Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique)** : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

**Titulaire** : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

## 2. PRESENTATION GENERALE DE L'EFS

Sous tutelle du Ministère des affaires sociales et de la santé, l'Etablissement Français du Sang est un établissement public de l'Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L'EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole, et anonyme et l'absence de profit.

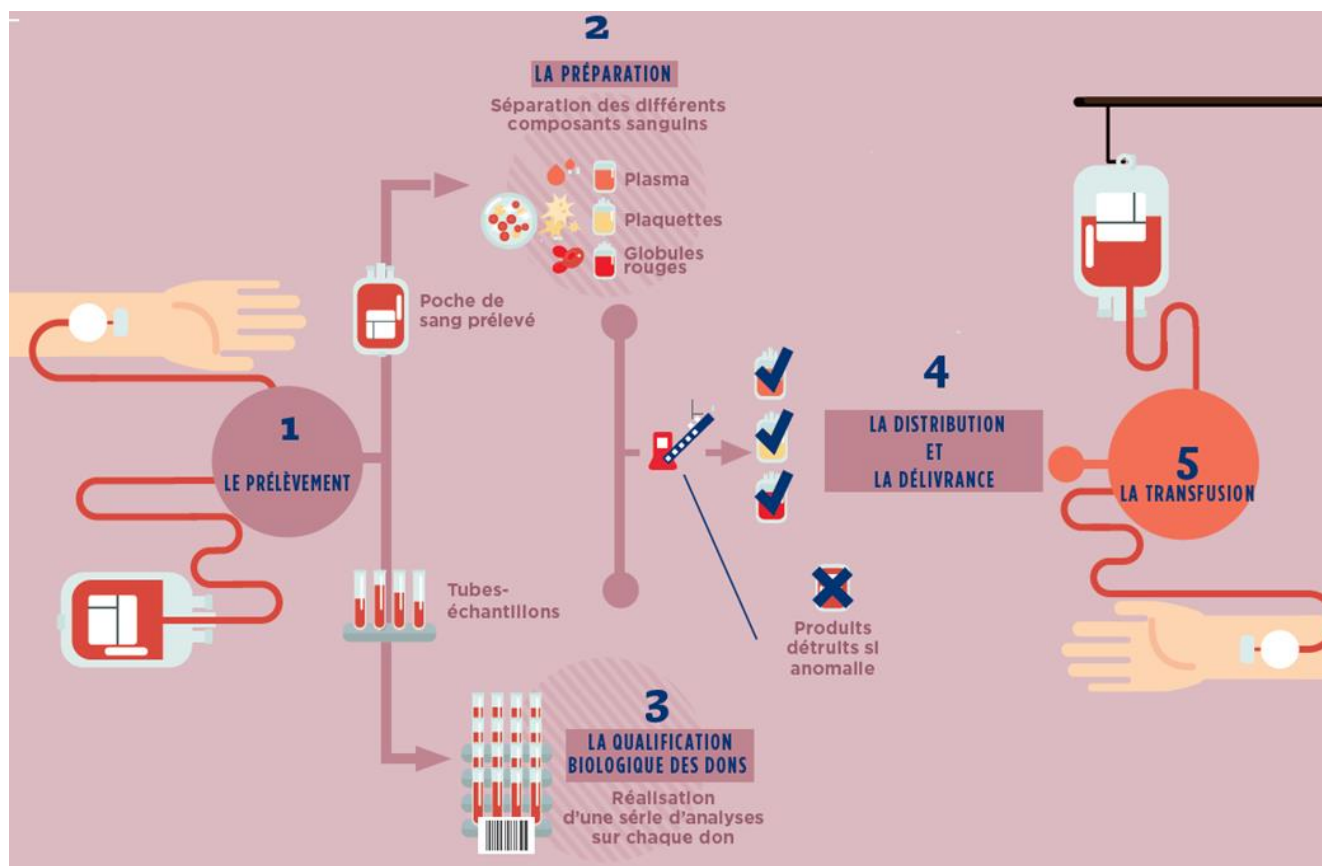
L'EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1500 établissements de santé publics et privés en produits sanguins labiles (PSL) issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

L'EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

### 2.1. Les missions principales de l'EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l'EFS bénéficie d'un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l'activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



*Parcours d'une poche de sang*

### 2.1.1. Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

### 2.1.2. La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

### 2.1.3. Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

### 2.1.4. La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

### 2.1.5. La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

## 2.2. Les autres missions de l'EFS

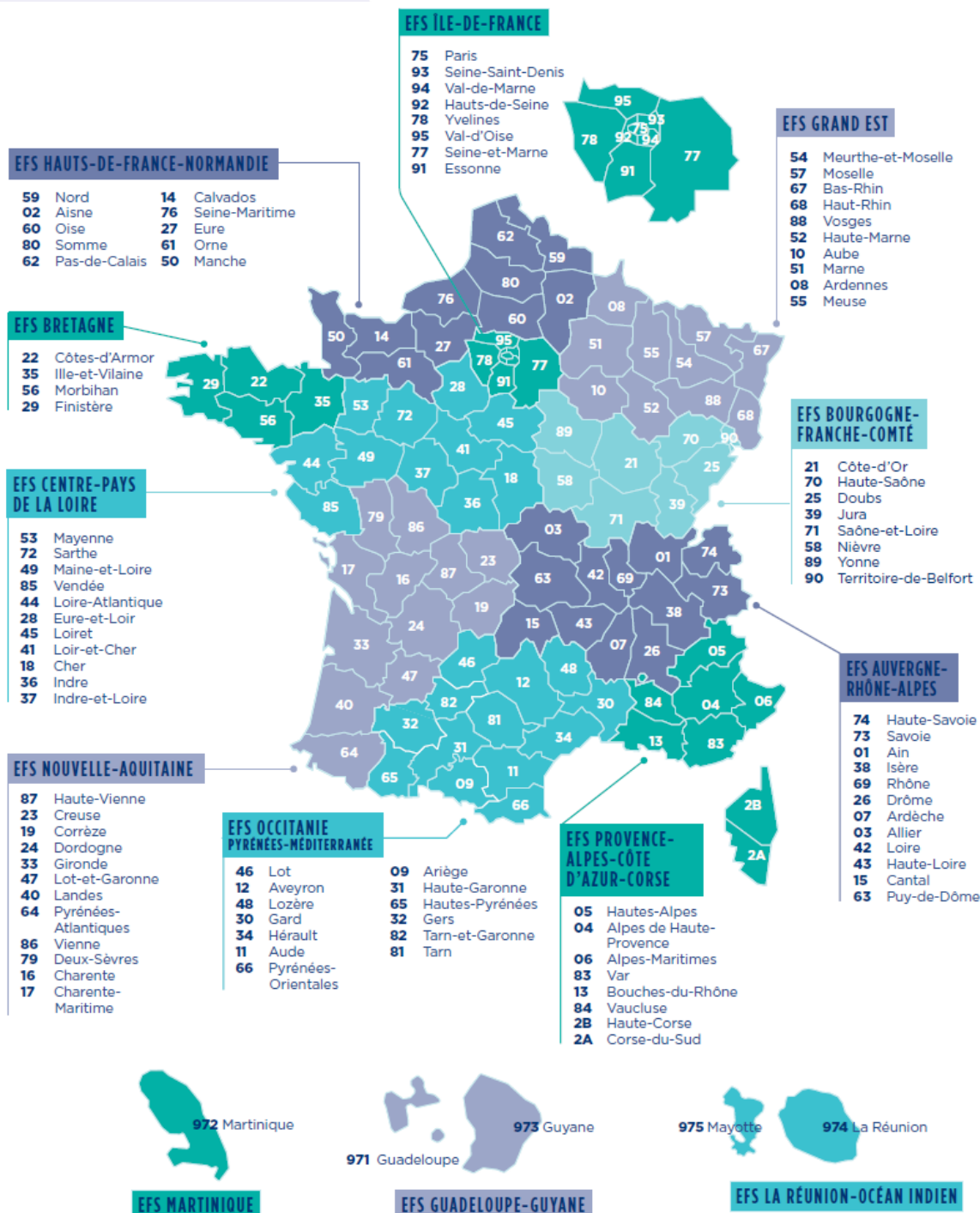
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'Etablissement français du sang peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l'EFS effectue des examens d'immuno-hématologie " receveur " afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

## 2.3. L'organisation de l'EFS

L'EFS est composé de 13 établissements de transfusion sanguine, sans personnalité morale répartis sur l'ensemble du territoire français.



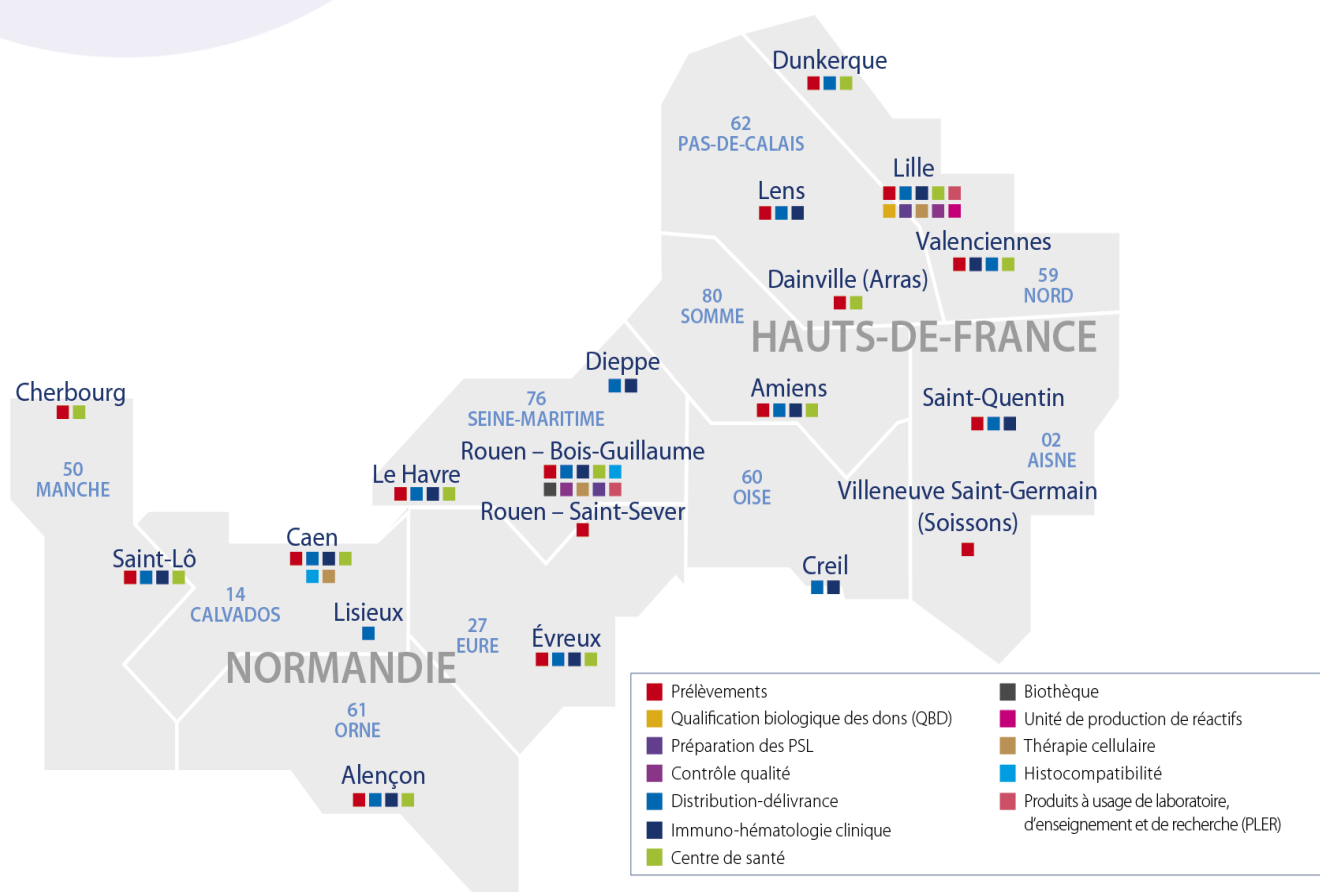


L'ETS Hauts-de-France – Normandie regroupe 10 départements :

- Aisne
- Nord
- Pas de Calais
- Somme
- Oise
- Seine-Maritime
- Eure
- Orne
- Calvados
- Manche

Il est représenté par :

- Madame le Docteur Annie-Claude MANTEAU – Directrice
- Monsieur Cédric BOUQUET – Secrétaire Général



### 3. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le marché public a pour objet la réalisation de prestations de transport régulières concernant les produits sanguins labiles, les réactifs, les échantillons, les matériels et les consommables pour la région Hauts-de-France - Normandie, tels que décrits dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et annexes.

Il s'agit de la relance du lot 02 relative aux **Tournées de nuit au départ de Lille (véhicules thermostatés)** de l'appel d'offres ouvert publié le 12 juin 2024 au BOAMP (réf : 24-67332) et au JOUE (réf : OJ S 113/2024) déclaré sans suite pour motifs économiques.

Il s'agit d'un marché public de transport direct dans lequel le transporteur est chargé de déplacer directement les éléments précités. **Ce marché public exclut toute forme de commission de transport.**

### 4. DISPOSITIONS GENERALES

#### 4.1. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles suivants :

- article L.2124-2 du code de la commande publique ;
- articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

#### 4.2. Allotissement

La présente consultation n'est pas allotie, compte tenu de l'homogénéité des prestations et de ses spécificités techniques.

#### 4.3. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 alinéa 2 et articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique).

L'accord-cadre est conclu comme suit :

- Avec seulement un maximum contractuel exprimé en valeur sur la durée totale du marché (article R.2162-4 2° du code de la commande publique).

Description	Maximum (en euros HT) Sur 36 mois
Tournées de nuit au départ de Lille (véhicules thermostatés)	3 650 000 € HT

Le Titulaire est engagé sur les valeurs maximales du marché public.

#### 4.4. Estimation du marché public

Le présent marché public est estimé à 1 176 438 Euros HT sur la durée totale du marché soit trente-six mois.

Le montant estimé précité est donné à titre purement indicatif et n'a pas de valeur contractuelle. Le montant est évalué en fonction des consommations du dernier exercice ou des prévisions d'activités. Le montant énoncé ne constitue en aucun cas un engagement du RPA. Le titulaire est engagé à concurrence du montant maximum.

#### 4.5. Groupement de commandes

Sans objet.

#### 4.6. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2026, ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, et se terminera le 31 mars 2029, la durée est donc de trois (3) ans ferme

#### 4.7. Langue d'exécution du marché public

##### 4.7.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

##### 4.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

##### 4.7.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

### 5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le bordereau des prix ;

- Le présent CCAP ;
- Le CCTP et ses annexes :
  - Annexe 1 : Fiches techniques,
  - Annexe 2 : Les obligations réglementaires,
  - Annexe 3 : Formation des chauffeurs,
  - Annexe 4 : Le contenu de la mallette de premiers secours,
  - Annexe 5 : Les consignes de sécurité en cas d'incident,
  - Annexe 6 : Adresses des sites ;

**L'annexe 6 n'est pas contractuelle. Elle est transmise pour information et peut évoluer dans l'exécution du marché.**

- Le contrat qualité ;
- La fiche fournisseur ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- Le cadre de réponse technique ;
- La Proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seule foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

**Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.**

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

## 6. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

### 6.1. Développement durable

#### 6.1.1. Obligations environnementales

Le Titulaire respecte les obligations environnementales suivantes :

- *La réduction des prélèvements des ressources ;*
- *Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;*
- *Les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;*
- *La sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.*

### 6.1.2. Performance énergétique

En application des articles R 234-1 et suivants du Code de l'énergie, le Titulaire recourt à des produits de hautes performance énergétique tels que définis à l'article R. 234-4 du même code pour l'exécution, partielle ou complète, des prestations résultant du présent marché public. Cette obligation est sans préjudice de la possibilité pour le Titulaire d'utiliser des produits ne présentant pas cette performance à condition qu'ils aient été achetés avant la remise de son offre et qu'ils soient mentionnés dans celle-ci de manière détaillée.

### 6.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

Le Titulaire devra exécuter l'ensemble des services prévus au marché public et qui lui seront demandés par l'Etablissement Français du Sang - Hauts-de-France - Normandie.

Le Titulaire sera réputé avoir apprécié avant la remise de son offre les conditions d'exécution des services et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et des sujétions qu'elles entraînent.

Les services devront être effectués impérativement aux vues de bons de commandes signés par le RPA et ses représentants habilités.

Ces bons de commande feront apparaître :

- ✎ Les spécifications particulières des services à exécuter telles que prévues dans les fiches techniques figurant au C.C.T.P. ;
- ✎ Les lieux et les délais de prise en charge ou délais de livraison (date et heure) ;
- ✎ Les conditions particulières de d'enlèvement et/ou de livraison.

Ces indications portées sur le bon de commande s'imposent au fournisseur.

Seuls doivent être honorés par le fournisseur les bons de commandes signés par le Directeur de l'Etablissement Français du Sang – Hauts-de-France - Normandie ou ses représentants habilités.

Pour toute modification, en cas de difficulté d'exécution du bon de commande ou pour tout incident, le Titulaire doit avertir le pôle Transports ou l'astreinte logistique.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois (3) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

### 6.3. Exécution des services

Les services seront exécutés en respectant les exigences fixées par le Cahier des Clauses Techniques Particulières. Ce respect sera matérialisé par le récépissé de transport prévu à l'article 6.4. du présent document que le Titulaire devra obligatoirement joindre à l'appui de sa facture.

### 6.4. Vérification et admission

L'EFS pourra à tout moment s'assurer, par contrôle exercé par ses représentants dûment habilités à cet effet, que les conditions d'exploitation du service sont conformes aux spécifications du marché public et des bons de commande.

La personne habilitée par l'Etablissement Français du Sang – Hauts-de-France - Normandie sur le site transfusionnel accusant réception des produits attestera que les délais et les conditions de températures ont été respectés ou non. A cet effet, le Titulaire fournit les éléments nécessaires à cette vérification, en application de ces obligations, telles que fixées dans les dispositions du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le Titulaire émet son récépissé de transport réglementaire à sa profession et le fait contresigner au départ et à l'arrivée de sa course.

Il détaille le nombre et la nature des objets pris en charge, et cela avec le maximum de précision.

La signature du récépissé de transport vaut attestation de service fait et devra être obligatoirement joint à la facture correspondante.

Le Titulaire s'engage à stocker les bordereaux de transport et les feuilles de route, pour une durée minimale d'un an à compter de la fin du marché public.

## 6.5. Pénalités

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Sans mise en demeure au préalable du Titulaire et selon la gravité de l'incidence des manquements sur la qualité de service, le montant de la pénalité correspondante sera calculé en fonction du nombre de P, P étant égal au prix facturé du service impacté.

Pour chaque type de manquement, le cumul de manquement fera l'objet d'une pénalité aggravée.

Les manquements et pénalités correspondants sont classés comme suit :

MANQUEMENT CONSTATE	1ERE	2EME	3EME
1- Non-respect des horaires ou des délais pour les tournées et transports programmés	1P	2P	3P
2- Non-respect des horaires ou des délais pour les transports urgents	3P	6P	
3- Mise à disposition d'un nombre de véhicules inférieur à celui prévu au marché public	2P	3P	4P
4- Mise à disposition d'un nombre de chauffeurs inférieur à celui prévu au marché public	2P	3P	4P
5- Non-exécution du service	4P	6P	
6- Observations graves et répétées du service	3P	5P	
7- Non-respect des procédures EFS	1P	2P	3P
8- Défaut de la solution de sauvegarde (conformément à l'offre du Titulaire)	2P	3P	4P
9- Incidents techniques répétitifs dus à un défaut de maintenance	1P	2P	3P
10- Non-respect des températures pour les véhicules thermostatés	4P	6P	
11- Incident mineur sur colis / chargement	1P	2P	3P

MANQUEMENT CONSTATE	1ERE	2EME	3EME
12 – Incident majeur sur colis / chargement	3P	5P	

En cas de résiliation du marché public, les pénalités sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Toute altération des biens transportés suite à un quelconque manquement du Titulaire fera l'objet de l'application de l'article 11 du présent CCAP.

### **Autres pénalités**

→ Retard au démarrage de l'exécution des prestations du marché ⇒ Forfait de 300 € TTC par jour calendaire de retard ;

→ Non-respect ou non prise en compte des constats d'anomalie (après réception d'un écrit) ⇒ Forfait de 50 € TTC par semaine de retard et par anomalie ;

→ Non mise en place des actions correctives ⇒ Forfait de 150 € TTC par semaine et par non mise en place d'une action corrective ;

→ Non réception des statistiques mensuelles ⇒ Forfait de 50 € TTC par semaine de retard à partir du 15 du mois n+1 ;

→ Si le Titulaire n'a pas procédé à la qualification de ses enceintes thermostatées avant la mise en circulation des véhicules, une pénalité de 40 € TTC par jour lui sera appliquée.

A l'issue d'une période de 4 mois et après mise en demeure, le non-respect de cette obligation pourra entraîner la résiliation du marché public.

→ Non-respect du contrôle de connaissance et de l'enregistrement des formations obligatoires (annexe 3 du CCTP) ⇒ Forfait de 100 € TTC par manquement constaté.

A l'issue d'une période de 4 mois et après mise en demeure, le non-respect de cette obligation pourra entraîner la résiliation du marché public.

### **6.5.1. Pénalités pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat**

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent **(100) euros TTC par jour** de carence constaté.

### **6.5.2. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé**

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant des bons de commande notifiés dans le cadre du présent accord-cadre sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que le RPA pourra appliquer dans les conditions suivantes.



Si le RPA est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le RPA en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

S'il n'applique pas la pénalité, le RPA peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

### 6.5.3. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire **de 100 euros TTC** par manquement constaté.

Sont considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité forfaitaire :

- non communication des documents exigés dans le marché public et nécessaires à l'activité de l'EFS,
- réponse à une demande de chiffrage dans le cadre d'un projet d'avenant émanant du pouvoir adjudicateur, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception de ladite demande,
- envoi d'un avenant préalablement validé, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception dudit projet d'avenant par le Titulaire.

## 6.6. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public (points 1 à 3 de l'article 1.9.3. du règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse **600 € TTC**, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## 7. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

### 7.1. Réunions de suivi

Le RPA pourra organiser annuellement une réunion de suivi de l'exécution du marché public avec le Titulaire.

Le Titulaire adresse au RPA, tous les ans à compter de la notification du marché public un état récapitulatif de l'exécution du marché public, tout établissement confondu.



Ces réunions auront pour objet de traiter des éventuelles difficultés ou anomalies rencontrées pendant la période écoulée et de fixer les objectifs qualité pour la période suivante.

## **7.2. Relations entre les parties**

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, etc...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée du marché public relève de la compétence du Titulaire.

En début d'exécution du marché public, le Titulaire désigne nommément au sein de son personnel, en indiquant à l'EFS – Hauts-de-France - Normandie son nom et sa fonction, un correspondant logistique, personne chargée des relations avec le RPA. Cet interlocuteur est le responsable du bon déroulement du marché public. Il est le représentant du Titulaire auprès de l'EFS – Hauts-de-France - Normandie.

Afin d'assurer une exécution du marché public dans de bonnes conditions, le Titulaire s'engage à mettre à disposition de l'EFS – Hauts-de-France - Normandie, de façon permanente, un interlocuteur de langue française.

Le Titulaire garde le même correspondant logistique pendant la durée du marché public, sauf empêchement majeur (démission, maladie, etc...).

En cas de changement de correspondant logistique, le Titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à la fonction et soit sans incidence sur les prix du marché public. Le Titulaire informe, par lettre, l'EFS – Hauts-de-France - Normandie de ce changement dans les meilleurs délais, et lui communique le nom du remplaçant.

L'EFS – Hauts-de-France - Normandie désigne au Titulaire, dans les mêmes conditions, son représentant qualifié, le responsable EFS du pôle Transports, qui est le correspondant technique du Titulaire.

## **7.3. Confidentialité**

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### **7.3.1. Obligations du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

### 7.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

### 7.3.3. Audit et inspection

Le transporteur autorise l'EFS – Hauts-de-France - Normandie à effectuer des contrôles qualité portant sur l'hygiène ainsi que sur les conditions de transport.

L'EFS – Hauts-de-France - Normandie se réserve le droit d'effectuer :

- Des contrôles inopinés pendant l'exécution des services,
- Des audits chez le transporteur.

Le transporteur identifie au sein de sa structure un responsable Qualité qui engagera les actions correctives nécessaires à l'amélioration de la qualité de la prestation.

## 8. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

### 8.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

### 8.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

### **8.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles**

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

### **8.4. Evolutions administratives**

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence des Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références du Service considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

### **8.5. Evolutions technologiques**

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux Services, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima des Services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

## **9. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## **10. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE**

### **10.1. Contenu des prix**

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix des services à commander sont les prix unitaires fixés dans le bordereau de prix multipliés par le nombre de courses et le nombre de kilomètres.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges d'exploitation et toutes autres majorations qui leur seraient liées et notamment :

- ✓ Le service des emprunts contractés pour assurer le financement des biens nécessaires à l'exploitation,
- ✓ Toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers dans l'exécution des services,
- ✓ Les impôts et redevances éventuels auxquelles sont assujettis les transports,
- ✓ Les frais inhérents à une modification d'itinéraire imposée, soit par l'EFS, soit par les autorités compétentes du réseau routier,
- ✓ Les frais liés aux péages.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la réalisation de la prestation.

Les prix sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois d'établissement de l'offre.

## 10.2. Forme et évolution des prix

### 10.2.1. Part du prix relative au carburant

Conformément à l'article 24 de la loi 2006-10 du 5 janvier 2006, au cours du marché public, le prix de transport initialement convenu est révisé de plein droit pour prendre en compte la variation des charges liée à la variation du coût du carburant entre la date de remise de l'offre et la date de réalisation de l'opération de transport.

Les charges de carburant sont déterminées, au jour de la commande de transport, par référence au prix du gazole publié par le Comité national routier et à la part des charges de carburant dans le prix du transport, telle qu'établie dans les indices synthétiques du Comité national routier.

*Surcharge carburant = (Indice CNR GO hors TVA du mois de facturation - Indice CNR GO hors TVA de la date de remise des offres) / Indice CNR GO hors TVA de la date de remise des offres x Part du carburant (%) x CA HT du mois de facturation.*

Le prix du transport initialement convenu est révisé de plein droit en appliquant aux charges de carburant la variation de l'indice gazole publié par le Comité national routier sur la période allant de la date de commande de l'opération de transport à sa date de réalisation. La facture fait apparaître les charges de carburant supportées par l'entreprise pour la réalisation de l'opération de transport.

### 10.2.2. Part du prix relative aux salariés des agents de transport

La part de prix relative aux salaires des agents affectés à l'exécution du présent marché public est révisable annuellement.

La demande de révision doit être formulée par lettre recommandée avec avis de réception postal à l'Etablissement contractant, sous peine de forclusion un mois avant la date d'anniversaire de la notification du marché public, le cachet de la poste faisant foi.

Le RPA fait connaître sa décision d'acceptation des nouveaux tarifs par courrier simple dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la demande de révision, passé ce délai son silence vaut acceptation.

Le calcul de la révision est à la charge du Titulaire s'il entend en bénéficier. Son omission lors d'une demande de paiement ne pourra donner lieu à une quelconque régularisation par la suite.

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,85 + (0,15 \times (I/I_0))]$$

Dans laquelle :

$P_0$  = Prix initial indiqué en annexe de l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois d'établissement de l'offre.

$I_0$  = Taux de salaire horaire ouvrier : Transports et entreposage (Identifiant INSEE : 010562766) correspondant à l'indice du mois à la date de remise de l'offre.

$I$  = Taux de salaire horaire ouvrier : Transports et entreposage (Identifiant INSEE : 010562766) correspondant au dernier indice connu lors de la demande de révision des prix.

Les nouveaux prix s'appliquent aux bons de commande émis par l'Etablissement Français du Sang – Hauts-de-France - Normandie à compter de la date anniversaire de notification du marché public.

#### ❖ Clause butoir

Les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que de **3%** maximum par an.

Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

#### **Clause de révision exceptionnelle**

Sur demande du Titulaire et en cas d'augmentation dûment justifiée des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations, l'EFS se réserve la faculté d'accepter de manière exceptionnelle et à tout moment de l'exécution du marché public, une hausse des prix du marché supérieure au seuil prévu par la clause butoir.

Pour ce faire, le Titulaire doit notamment apporter la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible, l'indice INSEE ou tout autre élément permettant de justifier l'augmentation des prix.

#### **Clause de rendez-vous**

Une diminution de l'augmentation tarifaire, voire un retour aux prix initiaux du marché, est effectué dès lors que l'augmentation des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations est réduite ou n'est plus d'actualité.

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à avertir l'EFS dans les meilleurs délais afin d'acter la révision de prix.

#### **Arrondis**

Lors de la mise en œuvre de la révision de prix, les calculs intermédiaires et finals seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- ✖ Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- ✖ Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

### **10.3. Avance**

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%.



Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

## **10.4. Modalités de facturation et de règlement**

### **10.4.1. Facturation**

Après exécution de chaque bon de commande, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

### **10.4.2. Dématérialisation des factures**

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

#### 10.4.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à l'article 6.3. du CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

#### 10.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

#### 10.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

#### 10.4.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

#### 10.4.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est :



- L'Agent Comptable secondaire de l'ETS HFNO, désigné dans l'acte d'engagement.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.

## **11. RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire dispose de tous pouvoirs en ce qui concerne la gestion de son entreprise et l'exploitation de ses services.

Le transporteur est tenu pour responsable des pertes et avaries constatées lors de la livraison et cette présomption subsiste tant qu'il n'a pas rapporté la preuve certaine que le dommage provient du vice propre de la marchandise, de la force majeure ou d'une faute de l'expéditeur. Le transporteur s'exonère également en démontrant que le dommage existait déjà au moment de la prise en charge.

Les conditions atmosphériques ne relèvent de la force majeure que si leur intensité a été exceptionnelle eu égard à l'époque de l'année, au lieu et aux moyennes constatées. Le vol n'est susceptible de constituer un cas de force majeure que s'il a été commis avec violence.

➤ Il a l'entière responsabilité du bon état des matériels nécessaires à l'exécution des services qui lui sont demandés dans le CCTP.

Le Titulaire fournira, sur demande de l'Etablissement Français du Sang – Hauts-de-France - Normandie, tout document attestant que son ou ses véhicules affectés aux transports objet du marché public ont été contrôlés par les services compétents.

Le Titulaire est tenu d'assurer la continuité des transports quelles que soient les circonstances, sauf en cas de force majeure. En dehors de ces cas, il supporte toutes les dépenses engagées par l'Etablissement Français du Sang - Hauts-de-France - Normandie pour en faire assurer provisoirement les transports. Si du fait de l'entrepreneur la sécurité publique vient à être compromise par le mauvais état du matériel, l'Etablissement Français du Sang - Hauts-de-France - Normandie propose aux autorités compétentes en matière de police de prendre immédiatement aux frais et risques de l'entrepreneur les mesures nécessaires pour prévenir tout danger.

Les risques résultant de l'exécution de ce marché public sont assurés dans les conditions suivantes :

➤ Le Titulaire est tenu :

- conformément aux dispositions légales en vigueur, de contracter une couverture illimitée des "risques tiers et personnes transportées" découlant de sa responsabilité dans l'exploitation des services,
- de contracter une assurance "ad valorem" couvrant les biens transportés qui sont de trois types : produits finis, produits intermédiaires, éléments qualifiants (tubes, échantillons) et matériels.

➤ Le régime d'indemnisation se calcule de la façon suivante :

- tarif officiel réglementaire (produits finis),
- valeur de remplacement (produits intermédiaires et le matériel),
- valeur de réalisation (éléments qualifiants).

Le titulaire désigné dans le marché public devra justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans un délai de 15 jours après demande de l'EFS au titulaire.

## **12. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)**

### **12.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire, sous réserve, le cas échéant, d'indemniser ce dernier du préjudice subi, dans les conditions fixées à l'article 42 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

### **12.2. Résiliation aux torts du Titulaire**

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS.
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

### 12.3. Résiliation pour évènements liés au marché

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure

### 12.4. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

## 13. CLAUSE DE PROGRES ET PLAN DE PROGRES

### Clause de progrès lié au développement durable

Dans le cadre d'une démarche de progrès, L'EFS évaluera, en cours de marché, les démarches entreprises par le titulaire au regard de son offre initiale : véhicules utilisés pour la réalisation des prestations, évolution des pratiques internes lié au développement durable, etc.

Un bilan doit être fait annuellement, dans le cadre des revues de marché afin que le titulaire puisse faire part de ses propositions.

### Clause de progrès social : recours à l'apprentissage, à l'alternance ou autres (éloigné de l'emploi, etc.)

Le titulaire peut apporter une attention particulière pour la mise en œuvre de la clause d'insertion. Cette démarche favorisera l'atteinte de ses objectifs en « quota alternance » par l'insertion professionnelle des jeunes en ayant recours aux contrats en alternance, ou personne éloignée de l'emploi, etc. Dans ce cadre, le titulaire fournit chaque année les documents permettant le suivi de son plan de progrès (copie des CERFA).

Le titulaire étudiera avec l'EFS la possibilité de recruter une personne (alternance, contrat pro, ou autre forme contractuelle) qui sera affecté(e) à l'exécution du présent marché, dans un délai de six mois suivant le début d'exécution des prestations.

Cela n'est pas limitatif et le titulaire peut procéder, s'il le souhaite, au recrutement de personnes supplémentaires pour le délai du marché restant à exécuter sur les périodes de reconductions.

Le titulaire travaillera en collaboration avec le facilitateur et l'EFS pour le suivi d'exécution de la clause sociale.

### Formalisation du plan de progrès

Dans l'hypothèse où le plan de progrès, validé par les parties, conduirait à modifier les stipulations du marché, il sera contractualisé dans le cadre d'un avenant au présent marché.

Dès lors qu'il ne modifie pas les stipulations du marché, le plan de progrès sera formalisé dans le cadre d'un échange de courriel.

### **Mise en œuvre d'un plan de progrès**

Les parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché par la mise en place d'un plan de progrès.

### **Mise en place du plan de progrès**

Après la notification du marché, les parties finalisent le plan de progrès sur la base des objectifs, des indicateurs, du calendrier, des modalités de suivi, de pilotage et de bilan que le titulaire propose.

### **Axes de progrès**

Le Plan de Progrès définit les thèmes, axes de progrès et objectifs minimaux sur la durée totale de l'Accord cadre. Le titulaire pourra proposer en plus post-notification d'autres axes de progrès non identifiés. Les axes de progrès pourront également être complétés conjointement par les parties en cours d'exécution.

Au travers de ce plan de progrès, l'EFS vise au minimum un objectif principal :

- Améliorer sa dette environnementale.

### **Thématiques Axes de progrès**

#### **Environnementale**

- Augmenter le pourcentage de véhicules ayant une vignette Crit'air 0, 1 ou 2.
- Augmenter le pourcentage de formation des chauffeurs à l'éco-conduite
- Réduire l'empreinte carbone des prestations de transports :
  - maîtrise de la consommation de carburant
  - gestion du parc de véhicules
  - véhicules à faible émissions inclus dans le parc

#### **Et sociale**

- Recruter si possible une ou plusieurs personnes dans le cadre de l'exécution du marché

#### **Organisationnelle**

- Améliorer la remontée d'informations à l'EFS sur les non conformités fournisseurs, la fiabilité et l'exploitation des statistiques

### **Suivi du plan de progrès :**

A chaque date d'anniversaire du présent accord cadre, le titulaire détaille, dans le cadre d'un bilan annuel, les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et propose des ajustements du plan de progrès initial.

## **14. PARTENARIAT DU TITULAIRE ET DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE D'ASSURANCE QUALITE**

La proposition du Titulaire inclut sa réponse au « contrat qualité » au travers des annexes demandées. Ce contrat qualité ne porte que sur les éléments relatifs au Système de Management de la Qualité du Titulaire.

## **15. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'ALERTE ET PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE (PCA)**

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, d'alerte et de recommandations vis-à-vis de l'ETS HFNO, ainsi qu'à une obligation de mise en garde.

Le Titulaire s'efforcera de conseiller et/ou de proposer à l'ETS HFNO les mesures lui apparaissant souhaitables pour assurer la continuité de service.

Par ailleurs, le Titulaire informe l'ETS HFNO de toute difficulté au fur à mesure où elles sont rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché public.

Ces obligations s'appliquent pendant toute la durée du marché public et la durée d'exécution des bons de commande.

## **16. LITIGES**

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

## **17. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- D'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- D'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- D'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr>